

Bulletin WRM, Novembre 2015

Les réalités cachées derrière les discours à Paris

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est absolument gratuite.

NOTRE OPINION

1

Les contradictions derrière la promesse de « déboisement nul »

Les négociations de l'ONU sur le climat, qui se déroulent à Paris, une fois de plus mettront l'accent sur les forêts, que l'on perçoit comme de simples entrepôts de carbone. L'une des approches les plus récentes qui promettent de laisser intactes les « réserves forestières de carbone » existantes est dénommée « déboisement nul ». Plusieurs grandes entreprises de plantation industrielle appuient cette idée, si belle en apparence : plus de déboisement, donc plus de carbone des forêts libéré dans l'air. Mais comment des entreprises qui dépendent de l'expansion des plantations industrielles et qui sont surtout actives dans les forêts tropicales peuvent-elles s'engager à ne plus déboiser ? Un coup d'œil à ce qui se passe dans des pays comme le Liberia et l'Indonésie, où de grosses entreprises du secteur des plantations se sont engagées à pratiquer le « déboisement nul », permet de voir que ces promesses sont truffées de contradictions et servent surtout à permettre à ces entreprises de poursuivre leurs activités.

LES RÉALITÉS CACHÉES DERRIÈRE LES DISCOURS À PARIS

2

Saison d'incendies en Indonésie

Qu'est-ce que les plantations industrielles et l'État indonésien ont fait aux forêts de l'île ?

La folie incendiaire sévit une fois de plus sur les forêts et les terres d'Indonésie. Les données basées sur des images satellite et des observations sur le terrain coïncident de façon frappante avec la distribution spatiale des concessions forestières et de plantation. Ce que les rapports conventionnels ne montrent pas, c'est la relation entre l'expansion des plantations industrielles et les dégâts permanents que subissent l'espace vital et le régime alimentaire des autochtones, l'accélération brusque de la consommation de combustibles fossiles du pays pour l'importation de biomasse, la dévastation de systèmes riverains vitaux due aux énormes volumes d'eau superficielle et souterraine utilisés par les mines et l'industrie immobilière, le tout couronné par des conflits et des expulsions forcées. L'expansion des plantations a toujours été une cause de déboisement, jamais un remède.

3

Malaisie : des organisations indigènes de toute la planète souscrivent une déclaration contre les barrages

Les peuples indigènes qui s'opposent à la construction de barrages à de nombreux endroits du monde déclarent leur solidarité lors du deuxième anniversaire des

barricades érigées au Sarawak, en Malaisie, contre le barrage de Baram. Ces barricades ont réussi à stopper les travaux et à couper la route d'accès au chantier pendant les deux dernières années. Le Sommet indigène mondial sur l'environnement et les fleuves a publié une déclaration qui, entre autres choses, fait état de la destruction et des souffrances que provoquent les barrages, demande d'arrêter les projets en cours auxquels s'opposent les organisations locales, et exige que l'on cesse de présenter les barrages comme « neutres vis-à-vis du climat ».

4

Brésil: projet pilote de carbone forestier dans la réserve 'extractiviste' Tapajós-Arapiuns

Le marché de crédits de carbone est un instrument de la dénommée "économie verte" qui est discuté au Brésil depuis environ dix ans. Les préoccupations, les discussions et les opinions incluses dans ce sujet sont nombreuses. Actuellement, le gouvernement et les entreprises voient dans ce mécanisme une possibilité de bénéfice financier. D'un autre côté, parmi les préoccupations qui se font jour chez les peuples traditionnels se trouvent la perte de droits et l'insécurité territoriale à laquelle ils peuvent être exposés. Suivant cette logique, les leaders et les communautés de la Réserve 'extractiviste' (RESEX) Tapajós-Arapiuns, conjointement avec les mouvements sociaux de la ville la plus proche – Santarem, État de Pará, dans la région amazonienne du Brésil – ont exprimé leur désaccord avec le projet pilote de carbone forestier proposé par l'ICMBio, organisme gouvernemental responsable de la gestion des Unités de Conservation, y compris la RESEX. Cette dernière est une des catégories des Unités de Conservation qui permet l'utilisation rentable des forêts par les peuples qui y résident et qui en dépendent.

5

Forum communautaire forestier: mobilisation populaire dans les plantations d'arbres

Le Forum communautaire forestier est une organisation qui regroupe des villages habités par des locataires et des travailleurs des plantations d'arbres, dans la région de Boland, province du Cap occidental, Afrique du Sud. Le but du Forum est d'obtenir la réforme agraire et des possibilités économiques pour des moyens d'existence durables. Constitué en 2011, lorsque les villageois ont commencé à s'organiser et à se mobiliser, le Forum compte quatorze villages membres. Sa mission est d'organiser et de mobiliser les villageois pour la justice et l'égalité, d'obtenir réparation et une transformation du secteur des plantations industrielles d'arbres, qui continue de bénéficier à une poignée de personnes aux dépens des villageois, travailleurs des plantations ou locataires.

6

La compensation de biodiversité à Sabah, en Malaisie

L'échange de crédits de biodiversité a été présenté comme une solution au problème de la diminution de la diversité biologique dans la province de Sabah (en particulier dans l'habitat des orangs-outangs). Or, cette théorie ne tient pas compte de la politique économique internationale de Malaisie, basée sur l'huile de palme et le bois, des problèmes associés à la monoculture à grande échelle axée sur l'exportation, qui est en train de remplacer les forêts tropicales de Bornéo, de la convoitise des transnationales, de la forte corruption ni de l'exploitation forestière industrielle. Les peuples autochtones, dépeints comme des chasseurs et des braconniers, sont présentés comme le « véritable danger » qui menace la faune et la flore de Sabah. Par contre, grâce à la

compensation de biodiversité, les grandes entreprises et les acteurs étatiques peuvent se positionner comme les « sauveurs de la nature ».

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

Laisser les combustibles fossiles sous terre : une déclaration pour la santé de la Terre Mère

Brésil : un désastre écologique et social provoqué par l'industrie minière.

Philippines : la résistance à l'appropriation foncière et aux plantations industrielles de palmiers à huile

Couloirs de résistance contre les oléoducs et les gazoducs

Inde: un appel au gouvernement et à l'ONU concernant les droits des communautés forestières indigènes

RECOMMANDATIONS

Incendies de forêt en Indonésie : pourquoi les médias ferment-ils les yeux ?

Le livre de cuisine des transnationales : comment les criminels du climat se sont emparés des pourparlers de l'ONU

Le magazine indien Mausam pour la justice climatique

L'agro-écologie paysanne pour la souveraineté alimentaire et la Terre Mère.

Expériences de La Vía Campesina.

Plus malin que la nature ? La biologie synthétique et l'agriculture intelligente face au climat

NOTRE OPINION

Les contradictions derrière la promesse de « déboisement nul »

Les négociations de l'ONU sur le climat, qui se déroulent à Paris, une fois de plus mettront l'accent sur les forêts, que l'on perçoit comme de simples entrepôts de carbone. L'une des approches les plus récentes qui promettent de laisser intactes les « réserves forestières de carbone » existantes est dénommée « déboisement nul ». Plusieurs grandes entreprises de plantation industrielle appuient cette idée, si belle en apparence : plus de déboisement, donc plus de carbone des forêts libéré dans l'air. Mais comment des entreprises qui dépendent de l'expansion des plantations industrielles et qui sont surtout actives dans les forêts tropicales peuvent-elles s'engager à ne plus déboiser ? Un coup d'œil à ce qui se passe dans des pays comme le Liberia et l'Indonésie, où de grosses entreprises du secteur des plantations se sont engagées à pratiquer le « déboisement nul », permet de voir que ces promesses sont truffées de contradictions et servent surtout à permettre à ces entreprises de poursuivre leurs activités.

Le cas de la société Golden Veroleum au Liberia

En juillet 2015, des fonctionnaires du Département des forêts du Liberia ont présenté une version révisée du « Manuel pour l'exploitation d'arbres dans des zones d'extension de plantations agricoles et de contrats miniers ». Cette nouvelle version faciliterait l'extraction de bois dans des concessions « agricoles », en légalisant ce qu'on appelle le

« bois de conversion ». Les concessions qui se trouvent, par exemple, dans le nord-ouest et le sud-est du pays, comprennent encore de grandes étendues de forêt. Jusqu'à présent, la conversion de ces zones n'était pas possible, car la législation actuelle empêche l'extraction de bois dans les concessions existantes vouées à l'agriculture pour l'exportation. Néanmoins, le « manuel » proposé donnerait la possibilité de détruire beaucoup plus de forêts. (1)

L'un des plus gros tenanciers de concessions « agricoles » du Liberia est la société de plantation de palmiers à huile Golden Veroleum Liberia (GVL), qui exploite une concession d'environ 220 000 hectares. La GVL appartient à la société agro-industrielle Golden Agri Resources (GAR). Celle-ci a annoncé, en 2014, son engagement à atteindre un « déboisement nul » ; cet engagement serait valable pour toutes ses activités, y compris celles de ses filiales. Pourquoi la nouvelle version révisée du manuel pour l'extraction de bois dans les concessions agricoles et minières du Liberia, si elle était adoptée, causerait-elle du déboisement ? Et comment met-elle en lumière les contradictions que comporte la promesse de « déboisement nul » de la part d'entreprises comme GAR ?

La proposition permettrait à GAR – ou, en l'occurrence, à sa filiale GVL – de déclarer qu'elle n'envahit pas de zones boisées, alors que, dans les faits, elle fait exactement cela. Avec les changements proposés, GVL pourrait affirmer qu'une autre entreprise avait extrait auparavant le bois de sa concession, de sorte que la zone n'est plus boisée. Or, sans les changements proposés, seule GVL, en tant que détentrice de la concession, serait autorisée à en extraire du bois. Ainsi, si GVL envahissait la zone boisée, personne d'autre qu'elle n'en porterait le blâme... mais elle a promis qu'elle ne le ferait plus.

Tandis que GAR fait la publicité de sa politique de « conservation des forêts » au niveau international, ce qu'impliquent les changements proposés dans le manuel pour l'extraction de bois des concessions agricoles c'est d'ouvrir des zones de concession « agricole » à l'exploitation forestière industrielle, c'est-à-dire davantage de déboisement. La situation n'est pas nouvelle : d'après le groupe de réflexion Chatham House, la moitié du bois tropical vendu à l'heure actuelle est du « bois de conversion ». (2)

Les cas de Wilmar et APP en Indonésie

Ces derniers mois, l'Indonésie a été fortement touchée, une fois de plus, par de grands incendies de forêt, un énorme problème auquel nous consacrons un autre article de ce bulletin. La plupart des entreprises de plantation qui ont adhéré au « déboisement nul » fonctionnent en Indonésie. C'est le cas de Wilmar, avec des plantations de palmier à huile, et d'APP, avec des plantations d'arbres pour la production de pâte à papier.

D'après l'ONG indonésienne WALHI, des incendies ont récemment éclaté également dans les concessions des filiales de Wilmar et d'APP. Une des causes principales de ces incendies est le brûlage de forêts et de tourbières que pratiquent les entreprises pour étendre les plantations. Au Kalimantan central, par exemple, des incendies ont été détectés dans les concessions de quatorze filiales de Wilmar, tandis qu'à Riau, les concessions de six filiales d'APP ont pris feu. (3) L'impact des incendies de forêt sur les gens, les territoires et le climat est particulièrement grave en ce moment où une période de sécheresse exceptionnellement prolongée touche l'Indonésie.

Le déboisement nul ne peut avoir lieu que si les entreprises arrêtent de promouvoir les plantations à grande échelle

On sait que l'agriculture industrielle, y compris les plantations de palmiers à huile et celles d'arbres à bois, représentent la cause directe la plus importante du déboisement mondial. Il est donc frappant que les entreprises qui adhèrent au « déboisement nul » ne disent pas un mot de ce qu'elles feront pour mettre fin à l'expansion des plantations.

Si cet engagement était pris au sérieux, cela voudrait dire qu'au Liberia, par exemple, où la tendance est à rendre beaucoup plus permissives les réglementations sur l'extraction de bois dans les concessions agricoles, des entreprises comme GVL devraient s'opposer à cette tendance et ne pas permettre l'extraction industrielle dans leurs concessions, car cela provoquerait un déboisement massif. De même, pour réduire les incendies de forêt, le déboisement consécutif et ses graves répercussions sur la région, Wilmar et APP devraient annoncer qu'elles arrêtaient d'élargir les plantations dans leurs concessions actuelles.

D'autre part, les communautés restent confrontées à un énorme problème : que faire avec les millions d'hectares de plantations qui existent déjà ? Il est important d'appuyer les efforts et la lutte de ces communautés pour prendre le contrôle de ces terres, afin d'affecter les territoires occupés pas des plantations industrielles à d'autres usages qui permettent à la population actuelle et aux générations futures d'y vivre et d'en tirer profit.

Ce numéro du bulletin

Confrontés, une fois de plus, à deux semaines de négociations de l'ONU sur le climat et les forêts contrôlées par les transnationales, en France cette fois, notre réponse consiste à dénoncer, une fois de plus, les fausses solutions qui surgissent du processus et les malheurs qu'elles provoquent sur le terrain, mais nous montrons aussi comment les communautés s'opposent à ces fausses solutions.

En plus des promesses de « déboisement nul », les grandes entreprises utilisent bien d'autres tactiques pour se soustraire à la responsabilité de la destruction écologique et sociale qu'elles causent. Un article sur la « compensation de biodiversité » en Malaisie montre que cet instrument, créé pour « compenser » la destruction de la biodiversité, est en fait au service des intérêts des industries de l'huile de palme et du bois dans ce pays. Un autre article réfléchit sur la décision prise par les communautés dépendantes des forêts d'une zone de conservation forestière de l'Amazonie brésilienne, qui ont refusé la proposition, présentée par une ONG, d'un projet REDD dans leur territoire. Un autre article raconte le combat et l'organisation très intéressante des anciens travailleurs d'une plantation sud-africaine vieille de plusieurs décennies, qui ont été renvoyés au cours d'un processus de mécanisation et de privatisation, et qui luttent maintenant pour leur dignité. Leur but est de transformer les plantations d'arbres qui entourent leurs villages en zones de cultures vivrières et de commencer à réhabiliter les sols pour atteindre la souveraineté alimentaire.

Pour repeindre en vert la destruction, on affirme également, avec insistance, que les grands barrages hydroélectriques sont « écologiques » et qu'ils produisent de l'énergie

« durable ». Un article sur le Sommet indigène mondial sur l'environnement et les fleuves qui s'est tenu dernièrement au Sarawak, en Malaisie, brosse un tableau complètement différent. La rencontre a permis d'échanger des expériences et de fortifier la résistance des communautés qui luttent contre les grands barrages.

(1) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/forets-en-etat-de-siege-le-liberia-risque-dintensifier-la-destruction-de-ses-forets/>

(2) Ibid.

(3) <http://www.tuk.or.id/2015/10/open-letter-grave-concerns-with-financing-of-companies-link-to-forest-peat-and-land-fires-in-indonesia/?lang=en>.

LES RÉALITÉS CACHÉES DERRIÈRE LES DISCOURS À PARIS

Saison d'incendies en Indonésie

Qu'est-ce que les plantations industrielles et l'État indonésien ont fait aux forêts de l'île ?

La folie incendiaire sévit une fois de plus sur les forêts et les terres d'Indonésie. Les données basées sur des images satellite et des observations sur le terrain coïncident de façon frappante avec la distribution spatiale des concessions forestières et de plantation. Ce que les rapports conventionnels ne montrent pas, c'est la relation entre l'expansion des plantations industrielles et les dégâts permanents que subissent l'espace vital et le régime alimentaire des autochtones, l'accélération brusque de la consommation de combustibles fossiles du pays pour l'importation de biomasse, la dévastation de systèmes rivaux vitaux due aux énormes volumes d'eau superficielle et souterraine utilisés par les mines et l'industrie immobilière, le tout couronné par des conflits et des expulsions forcées. L'expansion des plantations a toujours été une cause de déboisement, jamais un remède.

La portée du désastre

La folie incendiaire sévit une fois de plus sur les forêts et les terres d'Indonésie. Jusqu'au 16 novembre, la base de données sur les émissions dues aux incendies (GFED) avait enregistré 122 568 foyers dans tout l'archipel. L'augmentation du nombre de foyers depuis janvier 2015 a été la plus rapide, par rapport à celles de la période 2003–2014. (1) Quand à l'étendue, les incendies auraient brûlé près de 21 000 kilomètres carrés de forêts et de tourbières (2) en quelques mois seulement, entre juin et octobre 2015. (3)

Pendant la période mentionnée, les vastes incendies ont apporté des problèmes de santé de longue durée à plus de 43 millions d'Indonésiens des provinces. (4) Dans la même période, les incendies auraient tué au moins trente-et-une personnes. (5) Dix-neuf, dont beaucoup étaient des écoliers, vivaient dans les provinces de Riau, Sumatra du Sud, Jambi, Kalimantan occidental, Kalimantan central et Kalimantan du Sud. D'autres se sont retrouvées cernées par les incendies sur l'île de Java. On ignore absolument si le

gouvernement va payer, pendant les prochaines années, les frais médicaux de ces millions de personnes qui ont subi des atteintes plus ou moins graves à leur santé à cause de l'exposition excessive à la fumée. L'incapacité du gouvernement à prévoir et à gérer le problème des incendies a été taxée de « crime de lèse-humanité ». (6) On pourrait dire bien davantage quant à la souffrance sur le terrain.

Le ministère de l'Environnement et des Forêts a publié une liste de 286 entreprises de plantation qui sont responsables, d'une manière ou d'une autre, de la propagation du feu dans leurs concessions. (7) La liste d'entreprises du gouvernement est considérablement plus courte que celle élaborée de façon indépendante, qui dépasse largement les 300 entreprises. Les incendies ont eu lieu aussi dans ces concessions forestières. Sur les 299 entreprises forestières enregistrées en 2010, 276 sont toujours en activité. (8) Au vu de la sous-estimation du nombre d'entreprises et du peu de disposition du gouvernement à dire quelles sont celles impliquées dans les incendies de cette année, beaucoup d'organisations et de particuliers du pays se sont déclarés fortement sceptiques que le gouvernement prenne une quelconque mesure contre elles.

Qu'y a-t-il de surprenant ?

Ces incendies généralisés sont-ils inattendus ou sans précédent ? Pas du tout. Les incendies comme ceux de 2015 suivent chaque année un patron semblable, parfaitement connu, depuis 2003 au moins. (9) Pourtant, où se situent les incendies spectaculaires de l'année en cours ? Les données basées sur des images satellite et des observations sur le terrain coïncident de façon frappante avec la distribution spatiale des concessions forestières et de plantation, non seulement à Sumatra et au Kalimantan – les célèbres ceintures de plantations – mais aussi à Sulawesi (10), aux Moluques (11) et en Papouasie (12).

Rien que pour le palmier à huile, en 2003, le gouvernement indonésien avait fixé la superficie totale des « terres aptes » à 32 millions d'hectares. Cela représente presque quatre fois le total occupé par les plantations de palmiers à huile en 2014, qui était d'environ 8,25 millions d'hectares. (13) Le problème que crée l'industrie entraîne plus que les incendies incontrôlables et la pollution de l'air qui a envahi Singapour, la Malaisie, le Brunei et la plupart des régions indonésiennes. Comparés aux dépenses qui découlent des atteintes évidentes à la santé humaine et à la terre, les bénéfices économiques qu'obtient le gouvernement des exportations et des impôts sont insignifiants. Or, le palmier à huile n'est certainement pas le seul à perpétuer la crise. Le gouvernement a autorisé une extraction massive de bois et, en plus, d'autres plantations à grande échelle se sont développées rapidement. L'expansion des plantations pour le bois à pâte et pour les biocarburants au cours des deux dernières décennies en est un exemple. Les deux sont officiellement classées, en indonésien, comme *hutan tanaman industri* (« forêts de plantes industrielles »), traduction parfaite de l'oxymoron que comporte la définition de forêt de la FAO. Entre 1995 et 2014, le gouvernement indonésien a accordé 8,7 millions d'hectares de forêt, rien qu'à des plantations d'arbres à pâte. (14) L'année dernière, il s'est fixé l'objectif de faire grimper la production de bois à 100 millions de mètres cubes, en étendant la superficie des plantations à 15 millions d'hectares. (15)

La violence de ce « développement en action » a aussi une dimension Nord-Sud. Pour le voir, il convient d'examiner la corrélation entre le déboisement et la dette. (16) Entre

1970 et 1989, avant la crise de la dette, la diminution des forêts indonésiennes était estimée à 12–24 millions d’hectares. (17) Pendant ces deux décennies, le rythme du déboisement avait augmenté de 83 %, de sorte que le pays était troisième, après le Brésil et le Vietnam, en accélération de la déforestation. (18) De 1989 à 2011, la dette extérieure de l’Indonésie a triplé, passant de 15,7 milliards USD à 45,7 milliards USD. (19) Entre 1990 et 2010, le couvert forestier avait rétréci de 27,8 millions d’hectares supplémentaires, soit une diminution supérieure à celle des deux décennies précédentes. (20) Au remède que constitue le déboisement industriel pour élargir les cultures d’exportation, est venu s’ajouter un nouveau remède, qui n’interfère pas avec le premier : le maintien des précieuses forêts grâce à des subventions et des prêts pour des projets REDD+ et autres. Sous cet éclairage, le déboisement industriel et la « protection du carbone forestier » sont connectés au « financement du développement » : des plans différents pour des régimes fiscaux différents.

En examinant de plus près la dynamique du déboisement jusqu’à la fin des années 1990, le « Groupe de travail indonésien sur les causes sous-jacentes du déboisement et de la dégradation des forêts » a suggéré l’existence de causes inextricablement liées, telles que le modèle de développement adopté par le gouvernement d’Indonésie, sur lequel influent les prêts d’ajustement structurel, les prêts bilatéraux et multilatéraux, les pressions concernant le commerce international et régional, et la formule de croissance économique qui implique d’épuiser les ressources naturelles. (21)

Depuis le début des années 2000, à la suite de la crise économique asiatique, plusieurs nouveaux facteurs sont venus corser l’affaire. Entre autres choses, la réorganisation spatiale de l’État, parallèlement à un système de planification qui facilite l’acquisition de grandes étendues de forêt pour de gros projets d’infrastructure, comme les couloirs de développement économique (MP3EI) et le MIFEE, la privatisation du secteur énergétique, qui a contribué à créer le problème des « subsides » aux combustibles fossiles et une accélération de la consommation d’énergie et de matières premières, et l’accélération de l’affectation des forêts à l’extraction minière, aux plantations pour biocarburants, aux fonderies et à de grands projets de génération d’énergie « renouvelable ». Ces investissements considérables provoquent à leur tour la naissance de marchés pour des projets de compensation de carbone, de programmes de compensation de biodiversité, et de paiements pour services des écosystèmes. Tout compte fait, les incendies de 2015 sont une catastrophe qui couvait depuis longtemps et qui ne devrait pas nous surprendre outre mesure.

Les incendies indonésiens et le climat

Les incendies de 2015 ont lieu à la veille des négociations de l’ONU sur le climat. Au cours de l’évolution du contexte politique et climatique, les principaux acteurs du capital industriel et financier mondial ont réussi à faire changer de cap les efforts pour atténuer le changement climatique : au lieu de se fixer sur les combustibles fossiles, l’attention mondiale se centre sur la valeur financière du carbone stocké dans les forêts et sur son utilisation au moyen d’instruments de compensation imaginaires. Ainsi, les incendies catastrophiques en Indonésie risquent de fournir aux négociants et promoteurs du marché du carbone – y compris les chefs d’État des pays boisés – une argumentation tordue pour justifier l’adoption de systèmes de compensation des émissions de carbone produites par l’utilisation des terres, le changement d’affectation des sols et la foresterie,

comme la REDD, tout en minimisant l'importance des effets de la consommation mondiale de combustibles fossiles.

D'après l'analyse de la Base de données sur les émissions dues aux incendies, les incendies de cette année en Indonésie se traduisent par des émissions plus importantes que celles des combustibles fossiles brûlés au Japon en 2013, presque le double de celles d'Allemagne et plus du triple de celles d'Indonésie la même année (22). Pendant les mois de septembre et octobre 2015, les émissions journalières provenant des incendies indonésiens ont dépassé les émissions de l'économie des États-Unis. (23)

Or, les incendies ont comporté bien plus que des émissions. Ils ont brûlé des terres et des territoires, et répandu des nuages de fumée dangereux. Ce que les rapports conventionnels ne montrent pas, c'est la relation entre l'expansion des plantations industrielles et les dégâts permanents que subissent l'espace vital et le régime alimentaire des autochtones, l'accélération brusque de la consommation de combustibles fossiles du pays pour l'importation de biomasse, la dévastation de systèmes riverains vitaux due aux énormes volumes d'eau superficielle et souterraine utilisés par les mines et l'industrie immobilière, le tout couronné par des conflits et des expulsions forcées. L'expansion des plantations a toujours été une cause de déboisement, jamais un remède. Le fait de présenter les plantations comme un exemple d'économie « sobre en carbone » suffit à montrer à quel point cette économie peut être mauvaise. La saison des incendies indonésiens démontre que ces problèmes si peu pris en compte ne seront pas résolus en ajoutant au calcul du PIB celui de l'empreinte carbonique, ou en obtenant de l'aide financière internationale pour des projets de compensation volontaires.

Dans l'actuel régime climatique international, anarchique et *de facto*, et en l'absence d'un accord juridiquement contraignant pour tous les pays membres de l'ONU, chaque pays présente sa « contribution prévue déterminée au niveau national » (INDC d'après l'anglais) ; le destin des systèmes écologiques les plus précaires, les forêts en particulier, est pratiquement subordonné à l'impératif de maintenir la liquidité des circuits de capitaux grâce à une représentation économiste de la Terre.

Le document INDC d'Indonésie – considéré comme insuffisant par le *Climate Action Tracker*, un système indépendant d'évaluation des engagements et des actions des pays pour résoudre la crise climatique – mentionne un moratoire sur le défrichage des forêts primaires et le changement d'affectation des tourbières, applicable de 2010 à 2016. (24) Le document ne mentionne pas que, bien que ce moratoire ait été reconduit pour la troisième fois depuis 2011, les plus grandes entreprises de plantation ont déjà accumulé des centaines de milliers d'hectares de tourbières au fil des ans. (25) Le drainage systématique des tourbières – qui a facilité et accéléré le brûlage de terres – n'est pas touché par le moratoire. De même, les instruments et les programmes de compensation de carbone et de financierisation des forêts, comme la REDD, sont dérisoires face à une telle concentration de terres et aux émissions qui en proviennent. Le fait est que, rien que dans la province de Sumatra du Sud, les plantations industrielles pour l'extraction de bois couvrent 80 % des tourbières de la province. Dans ces concessions, 13 348 incendies avaient eu lieu cette année jusqu'au 27 octobre ; tous avaient éclaté dans la zone où la couche de tourbe atteint une profondeur de trois mètres ou plus. (26) D'ailleurs, 46 % des incendies qui ont eu lieu du 1^{er} août au 26 octobre – soit 51 000 cas

– ont éclaté dans des tourbières. (27) Autrement dit, la conservation et la dévastation des tourbières avancent dans le même cadre juridique et politique.

Enseignements tirés des incendies de 2015 en Indonésie

Que pouvons-nous apprendre des incendies de 2015 en Indonésie ? Premièrement, ces incendies ont révélé que le problème n'a pas commencé avec la première flamme. Les incendies auront lieu de nouveau une année après l'autre – probablement avec des résultats pareils ou pires – parce qu'ils représentent une méthode très bon marché de préparer la terre pour faire des plantations. C'est une sorte de culture sur brûlis industrielle. Deuxièmement, la même recette catastrophique a été appliquée pendant plus de quatre décennies, aux dépens de la capacité d'auto-régénération des systèmes écologiques terrestres et marins des îles, et de la sécurité des citoyens d'Indonésie. Pendant que les peuples tributaires des forêts de tout l'archipel sont les plus durement touchés, les incendies diminuent considérablement la faculté de récupération des systèmes écologiques des îles et des générations à venir. L'absence de mesures correctives appropriées va à l'encontre de la promesse du pays de contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets. Au vu de ce que l'État a fait et n'a pas fait depuis les débuts des négociations de l'ONU sur le climat, la mention d'objectifs de réduction des émissions dans le document INDC indonésien ne suffit guère à dissimuler qu'au moment d'assumer leur obligation d'atténuer le changement climatique, les fonctionnaires de l'État veulent « voir la couleur de l'argent », en prévision du flux important de fonds internationaux que rapportera leur longue série d'engagements sans valeur aucune.

Hendro Sangkoyo

École d'économie démocratique, Indonésie

(1) <http://www.globalfiredata.org/updates.html>.

(2) <http://qz.com/538558/indonesias-fires-have-now-razed-more-land-than-in-the-entire-us-state-of-new-jersey/>.

(3)

<http://nasional.kompas.com/read/2015/10/30/13070591/LAPAN.Tahun.Ini.Dua.Juta.Hektar.Hutan.Hangus.Terbakar>.

(4) Ministère de l'Environnement et des Forêts, dates diverses.

(5) <http://www.jpnn.com/read/2015/10/28/335432/Ini-Jumlah-Korban-Meninggal-karena-Kabut-Asap-versi-Mensos->.

(6) <http://www.theguardian.com/world/2015/oct/26/indonesias-fires-crime-against-humanity-hundreds-of-thousands-suffer>.

(7) <http://www.thejakartapost.com/news/2015/09/19/govt-looks-suspend-licenses-forest-burning-companies.html>.

(8) [http://www.hutan-](http://www.hutan-aceh.com/system/publications/documents/000/000/059/original/Daftar_IUPHHK-HA_tahun_Mei_2014.pdf?1416937132)

[aceh.com/system/publications/documents/000/000/059/original/Daftar_IUPHHK-HA_tahun_Mei_2014.pdf?1416937132](http://www.hutan-aceh.com/system/publications/documents/000/000/059/original/Daftar_IUPHHK-HA_tahun_Mei_2014.pdf?1416937132).

(9) <http://www.globalfiredata.org/>, *ibid*.

(10) <http://manado.tribunnews.com/2015/10/14/luas-hutan-sulut-yang-ludes-terbakar-capai-5683-hektar>.

(11) <http://www.antaraneews.com/berita/524055/menteri-siti-nurbaya-konfirmasi-kebakaran-hutan-di-seram>.

- (12) <http://pusaka.or.id/potret-kebakaran-hutan-dan-lahan-di-merauke-2/>.
- (13) USDA Foreign Agricultural Service (2009). *Indonesia Palm Oil Production Growth To Continue. Commodity Intelligence Report*.
- (14) FWI, Jikalahari, WALHI Jambi, WBH (2014). *Lembar Fakta 2014*.
- (15) *Ibid.*
- (16) George, Susan (1992). *The Debt Boomerang: How Third World Debt Harms Us All*. Pluto Press, en particulier le *Ch.1*, pages 1-34.
- (17) Sunderlin and Resosudarmo (1996), cité par Anne Casson, Muliastira, Y., Obidzinski, K. (2014). *Large-scale plantations, bioenergy developments and land use change in Indonesia, Working Paper 170*. Technische Universitat Darmstadt et CIFOR., p.49.
- (18) *Ibid.*, p.11.
- (19) Dollars USA actuels. <http://www.indexmundi.com/facts/indonesia/external-debt-stocks>.
- (20) Miettinen et d'autres (2011), cité par Anne Casson, Muliastira, Y., Obidzinski, K. (2014). *Ibid.*
- (21) <http://wrm.org.uy/oldsite/deforestation/Asia/Indonesia.html>.
- (22) http://edgar.jrc.ec.europa.eu/overview.php?v=CO2ts_gdp1990-2014.
- (23) <http://www.vox.com/2015/10/30/9645448/indonesia-fires-peat-palm-oil>.
- (24) <http://climateactiontracker.org/indcs.html>.
- (25) <http://sains.kompas.com/read/2015/05/13/18530831/Moratorium.Hutan.Positif.Diperpanjang>.
- (26) <http://www.mongabay.co.id/2015/10/30/jokowi-cegah-kebakaran-lahan-gambut-akan-dihutankan/>.
- (27) http://www.bbc.com/indonesia/berita_indonesia/2015/10/151029_indonesia_data_perusahaan.

Malaisie : des organisations indigènes de toute la planète souscrivent une déclaration contre les barrages

Les peuples indigènes qui s'opposent à la construction de barrages à de nombreux endroits du monde déclarent leur solidarité lors du deuxième anniversaire des barricades érigées au Sarawak, en Malaisie, contre le barrage de Baram. Ces barricades ont réussi à stopper les travaux et à couper la route d'accès au chantier pendant les deux dernières années. Le Sommet indigène mondial sur l'environnement et les fleuves a publié une déclaration qui, entre autres choses, fait état de la destruction et des souffrances que provoquent les barrages, demande d'arrêter les projets en cours auxquels s'opposent les organisations locales, et exige que l'on cesse de présenter les barrages comme « neutres vis-à-vis du climat ».

Des activistes indigènes du monde entier contre les barrages se sont réunis le 23 octobre 2015 sur les rives du fleuve Baram, au Sarawak, État malais de l'île de Bornéo, pour montrer leur solidarité avec ceux qui luttent contre le projet de barrage sur le Baram. Ce jour-là, on fêtait le deuxième anniversaire des deux barricades contre le barrage. Celui-ci submergerait plus de 400 km² de forêts et déplacerait près de 20 000 autochtones, alors que l'électricité qu'il produirait n'est même pas nécessaire : le Sarawak a déjà de

l'électricité en excès. Grâce aux barricades, les travaux sur le barrage de Baram et sur la route pour y accéder ont été complètement paralysés pendant les deux dernières années.

Des délégations indigènes venues d'Indonésie, des Philippines, du Cambodge, du Brésil, des États-Unis, du Honduras et de toute la Malaisie se sont rassemblées au Sarawak pour partager leurs expériences, renforcer les liens entre leurs communautés et produire une déclaration commune sur les barrages. Cette manifestation d'un week-end, dénommée *Sommet indigène mondial sur l'environnement et les fleuves* (WISER, d'après l'anglais), a été accueillie par le réseau populaire du Sarawak, SAVE Rivers. (1)

Le Baram pour tous, tous pour le Baram

Les participants au sommet WISER ont visité plusieurs endroits importants pour la résistance contre le barrage de Baram, comme les deux barricades et le site choisi pour le barrage proposé. Peter Kallang, président de SAVE Rivers, a expliqué : « Nous, les membres de SAVE Rivers, nous voulions que les participants connaissent de près notre culture et voient de leurs propres yeux la beauté de notre fleuve Baram, pour qu'ils puissent mieux comprendre ce qui est en jeu et pourquoi nous luttons ».

Sur le site proposé pour le barrage, où ils se sont rendus en bateau, Peter Kallang a raconté une anecdote : « En 2012, l'entreprise d'électricité du Sarawak et le constructeur du barrage, Sarawak Energy, ont organisé une cérémonie traditionnelle de prière sur le site proposé pour le barrage, pour que la construction soit bénie. Immédiatement, les communautés locales ont réagi en organisant des manifestations en bateaux pour protester contre cet abus de leur rituel traditionnel. Ce fut un moment-clé de la mobilisation contre le barrage ».

L'histoire de la défense du fleuve Baram est un symbole du destin de beaucoup de groupes indigènes menacés par les barrages. Berta Cáceres, Prix Goldman 2015 de l'environnement du Honduras (2), a été frappée par les ressemblances entre les dangers auxquels se heurtent les communautés, et elle a insisté sur l'importance du WISER : « Ce sommet sur les peuples autochtones et les rivières a une valeur très spéciale, car il redonne de la force à la résistance historique de nos peuples et rend visibles les graves agressions et les conflits engendrés par la privatisation des fleuves et la construction de barrages dans les régions et chez les communautés indigènes ».

La déclaration du WISER de Baram 2015

Des ateliers ont eu lieu à Tanjung Tepalit, l'un des 26 villages qui seraient inondés par le barrage de Baram. Les participants ont parlé de leurs motivations pour lutter contre les barrages, des problèmes auxquels se heurtent leurs campagnes et des stratégies réussies pour mobiliser les gens et avancer dans leurs combats respectifs.

James Nyurang, ancien chef de Tanjung Tepalit et hôte de la délégation internationale, est sûr que le sommet a encouragé les gens de Baram à poursuivre leur lutte. « J'ai tiré beaucoup d'expérience de la rencontre avec tous les délégués, des échanges et des discussions sur les diverses stratégies pour faire face au défi d'arrêter la construction de tous les barrages inutiles du monde. Et je suis sûr que cette information sera fondamentale pour nous, les habitants du Baram, et pour nos stratégies pour continuer à lutter et empêcher la construction du barrage proposé ».

Les discussions ont abouti à l'adoption de la « Déclaration 2015 du WISER de Baram sur les barrages et les droits des peuples autochtones ». Cette déclaration rend compte de la destruction et des souffrances que causent les barrages. Elle demande aux gouvernements, aux entreprises et aux investisseurs de ne pas donner suite à des projets qui n'aient pas obtenu le consentement préalable, libre et informé des communautés concernées, de ratifier et d'appliquer la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes (UNDRIP) et la Convention 169 de l'OIT, et de mettre en œuvre des options énergétiques renouvelables dans les milieux ruraux. De même, la déclaration exige réparation pour les communautés atteintes par les barrages, et la réalisation d'études sur l'élimination des barrages existants.

Les participants ont souligné qu'il faudrait cesser de présenter les barrages comme neutres vis-à-vis du climat. « Nous exhortons le prochain sommet sur le changement climatique qui aura lieu à Paris à écouter et à respecter les peuples indigènes et les options qu'ils proposent en matière de changement climatique », a dit Berta Cáceres, qui lutte contre le barrage d'Agua Zarca au Honduras, pendant la conférence de presse finale du WISER dans le village de Miri.

Les combats et les espoirs

Tous les participants ont raconté les souffrances dues à la perte de leur culture, de leur patrimoine et de l'environnement naturel dont ils font partie, à l'exclusion de la prise de décisions et même à la criminalisation et la militarisation.

Cependant, il y a eu aussi des histoires de succès : Kundy Doeam et Dinith Yoen, du Cambodge, ont raconté qu'ils avaient obtenu la déclaration d'un moratoire sur le barrage d'Areng, au début de cette année, après une campagne intensive où il y a eu, entre autres choses, des barricades et une mobilisation à bicyclette. Sammy et John Luke Gensaw, de la tribu Yurok de Californie, États-Unis, ont expliqué que, bien que les quatre barrages sur le fleuve Klamath soient toujours là et mettent en danger les saumons, base de la subsistance des Yurok, le gouvernement du pays a commencé à mettre hors service des barrages à d'autres endroits. Depuis, les écosystèmes sont en train de récupérer à une vitesse surprenante.

Les habitants du Baram ont bon espoir que le barrage sera arrêté. Surtout, la résistance a considérablement augmenté et les barricades ont été efficaces pour freiner le projet. En juin, Peter Kallang et Daniel Kammen, professeur à l'université californienne de Berkeley, se sont réunis avec le Premier ministre du Sarawak, Adenan Satem, pour discuter de sources d'énergie autres que les barrages. En septembre, Adenan Satem a annoncé la suspension du barrage de Baram.

Néanmoins, le récit de Daniela Da Silva au sujet du barrage de Belo Monte, dans l'Amazonie brésilienne, rappelle que les succès peuvent être éphémères. Elle a raconté que le barrage de Kararao, prédécesseur du celui de Belo Monte, avait été évité grâce aux protestations générales de la fin des années 1980, mais que plus tard le gouvernement l'avait remis en route, avec un autre nom. Même les décisions de plusieurs tribunaux n'ont pas réussi à empêcher la réalisation du projet. Malheureusement, des projets de barrages que l'on présume morts sont souvent ressuscités par des gouvernements sans imagination.

Pour lire la déclaration : http://www.stop-corruption-dams.org/resources/WISER_Baram_2015_Declaration_Signed.pdf

Anna Aeberli, info@bmf.ch

Bruno Manser Fonds, <http://www.bmf.ch/fr/homepage/>

Brésil: projet pilote de carbone forestier dans la réserve ‘extractiviste’ Tapajós-Arapiuns

Le marché de crédits de carbone est un instrument de la dénommée “économie verte” qui est discuté au Brésil depuis environ dix ans. Les préoccupations, les discussions et les opinions incluses dans ce sujet sont nombreuses. Actuellement, le gouvernement et les entreprises voient dans ce mécanisme une possibilité de bénéfice financier. D'un autre côté, parmi les préoccupations qui se font jour chez les peuples traditionnels se trouvent la perte de droits et l'insécurité territoriale à laquelle ils peuvent être exposés. Suivant cette logique, les leaders et les communautés de la Réserve ‘extractiviste’ (RESEX) Tapajós-Arapiuns, conjointement avec les mouvements sociaux de la ville la plus proche – Santarem, État de Pará, dans la région amazonienne du Brésil – ont exprimé leur désaccord avec le projet pilote de carbone forestier proposé par l'ICMBio, organisme gouvernemental responsable de la gestion des Unités de Conservation, y compris la RESEX. Cette dernière est une des catégories des Unités de Conservation qui permet l'utilisation rentable des forêts par les peuples qui y résident et qui en dépendent.

Le projet de crédits de carbone pour la RESEX Tapajós-Arapiuns est apparu pour la première fois en juillet 2014, lors d'une réunion du Conseil délibérant de l'Unité de Conservation, et le thème a été de nouveau abordé lors des réunions dudit Conseil. Malgré cela, une bonne partie de la population de la RESEX n'a commencé à prendre connaissance de cette discussion que début 2015, grâce à la préoccupation de quelques conseillers à propos du manque de consensus et de la complexité du sujet. Ces conseillers en ont demandé une meilleure explication, comme il apparaît dans le compte rendu de la réunion réalisée dans la communauté de Vila Franca. L'information disponible à ce moment-là était que l'ICMBio avait l'intention de mettre en oeuvre dans la RESEX un projet pilote appelé “Carbone forestier”.

Pour cette raison, les leaders de la communauté de Surucuá, préoccupés par les méthodologies de REDD, ont organisé un atelier le 28 mars 2015 pour tenter de les comprendre. L'atelier a compté aussi la participation des habitants de Pajurá, Paricatuba, Vila de Amorim, Muratuba, Aldeia Sao Pedro, Retiro et Mangal, ainsi que celle de membres de mouvements sociaux de la ville de Santarem, qui ont contribué à la réunion par un apport d'information. Au cours de cette réunion, les membres des communautés ont signalé quelques besoins et formulé quelques demandes visant à élargir cette discussion aux autres habitants de la RESEX. Parmi ces demandes figuraient la réalisation d'autres ateliers avec le même contenu dans d'autres communautés, la participation à ces rencontres et l'implication de la direction de l'Organisation des associations de la réserve ‘extractiviste’ Tapajós-Arapiuns (TAPAJOARA), et la formulation de stratégies qui garantissent la participation des habitants de la RESEX à un processus transparent de consultations publiques.

Ensuite, le syndicat des Travailleurs ruraux de l'agriculture familiale (STTR) a réalisé un atelier, le 8 juin 2015, avec les principaux leaders de la RESEX, pour éclaircir les points douteux. Cette réunion a été coordonnée par la Fédération des organismes d'assistance sociale et éducative – FASE Amazonie – et le professeur Marcela Vecchione, du groupe “Lettre de Belém”, avec l'appui de l'organisation des droits de l'homme *Terra de Direitos*. A cette occasion, les principaux doutes qui existaient chez les habitants de la RESEX ont été dissipés. Lors de cette même rencontre, le représentant de la communauté indigène Aningalzinho a remis au président du STTR de Santarém un document signé qui établissait que la communauté n'était pas d'accord avec le projet de carbone forestier prévu pour la RESEX.

A partir de là, un groupe alternatif de discussion a été créé pour faire une contreproposition. Le groupe était constitué par des représentants de STTR-Santarém, de *Terra de direitos*, de FASE, de Pastorales sociales, de la Commission pastorale de la terre (CPT), de TAPAJOARA, du Conseil national des populations “extractivistes” (CNS), du Centre d'appui aux projets d'action communautaire (CEAPAC) et de leaders de la RESEX. Parallèlement à cela, le mouvement indigène discutait aussi du sujet, dans la même optique et avec une grande préoccupation, puisqu'ils avaient reçu des nouvelles et des alertes concernant d'autres projets déjà mis en route sur des terres indigènes qui comportaient certains problèmes quant à l'autonomie de ces peuples.

Le 4 août 2015, l'ICMBio a mis sur pied une réunion pour laquelle il a fait appel à toutes les organisations du groupe, aux organisations impliquées dans l'action de la RESEX, et au Ministère public fédéral. Le Ministère a suggéré que les discussions reprennent avec une forte participation de la RESEX, et tout le monde a été d'accord. Au cours de la réunion on a mis en exergue la nécessité que le projet respecte tous les protocoles internationaux prévus, qu'il respecte les droits constitutionnels, statutaires et coutumiers associés à la propriété de terres, la désignation officielle des terres occupées, la représentation des communautés locales et l'utilisation des ressources naturelles des peuples indigènes et des petits propriétaires, en plus de se conformer entièrement à la Déclaration universelle des droits des peuples indigènes de l'ONU et de la Convention 169 de l'OIT.

Le 11 du même mois (août) a eu lieu une réunion au siège du STTR à Santarém, coordonnée par l'ICMBio et par l'entreprise responsable de l'élaboration du projet, Biofílica, une entreprise brésilienne qui, d'après sa page web, “est orientée vers la commercialisation des services environnementaux”. La stratégie consistait à convaincre les participants de la nécessité de mettre en route le projet pour viabiliser financièrement l'application de programmes et de sous-programmes du plan de gestion de la RESEX.

Le 13 août, le mouvement indigène a occupé le siège de l'ICMBio à Santarém, en émettant diverses revendications, dont la principale était l'annulation du projet de carbone. Comme résultat immédiat de cette action, et après bien des négociations, l'ICMBio national a suspendu temporairement les discussions jusqu'à ce que soient apportés de nouveaux éclaircissements. Actuellement, les mouvements poursuivent leur mobilisation, et continuent à s'opposer à la mise en oeuvre du projet, car ils considèrent que les projets de ce type ne sont pas orientés vers la solution effective de la crise environnementale mondiale, et qu'ils portent atteinte à l'autonomie et à la sécurité territoriale des communautés traditionnelles qui habitent les endroits les mieux

préservés de la planète et coexistent avec eux en harmonie. Ils signalent ainsi qu'une autre forme de développement est possible, en dehors de l'optique mercantiliste et financière.

Mayá Regina Müller Schwade, mayaschwade@gmail.com

Guillermo Antonio Cardona Grisales, gcardonasj.mao@gmail.com

Angelo Ricardo Sousa Chaves, achaves.natural@gmail.com

Forum communautaire forestier: mobilisation populaire dans les plantations d'arbres

Le Forum communautaire forestier est une organisation qui regroupe des villages habités par des locataires et des travailleurs des plantations d'arbres, dans la région de Boland, province du Cap occidental, Afrique du Sud. Le but du Forum est d'obtenir la réforme agraire et des possibilités économiques pour des moyens d'existence durables. Constitué en 2011, lorsque les villageois ont commencé à s'organiser et à se mobiliser, le Forum compte quatorze villages membres. Sa mission est d'organiser et de mobiliser les villageois pour la justice et l'égalité, d'obtenir réparation et une transformation du secteur des plantations industrielles d'arbres, qui continue de bénéficier à une poignée de personnes aux dépens des villageois, travailleurs des plantations ou locataires.

Antécédents

Les travailleurs des plantations d'arbres ont toujours été hébergés dans des villages établis dans les plantations, parce que celles-ci sont souvent situées très loin des zones résidentielles et qu'en plus, il est nécessaire que les travailleurs soient sur place pour combattre les incendies de forêt. De nombreux villages de travailleurs des plantations furent construits dans la province du Cap occidental dans les années 1960 et 1970 ; ils devinrent le foyer permanent de plusieurs générations de familles concernées, à l'époque ou depuis longtemps, par le travail dans le secteur des plantations. Autrefois, ces villages avaient des logements familiaux, des cuisines communautaires qui servaient des repas préparés deux fois par jour, des cliniques, des écoles, des crèches et des équipements de loisirs.

Au cours des années 1990, les conditions de ces villages, le niveau des services et les équipements commencèrent à se dégrader. Les repas préparés furent supprimés et les cliniques fermées. Le recours à des sous-traitants à la place de l'embauche directe eut une forte répercussion sur les villages. À présent, certains villages, entiers ou en partie, sont loués à des sous-traitants, qui devraient se charger de leur entretien mais, dans bien des cas, cela a conduit à la détérioration de l'infrastructure et des services.

Tous les villages des plantations d'arbres du Cap étaient établis sur des terres boisées domaniales et placés sous l'autorité du ministère des Forêts. Après la première étape de restructuration du ministère, les villages commencèrent à être divisés et, à présent, ils dépendent de plusieurs autorités administratives différentes. La composition des résidents a changé aussi au fil des ans : autrefois, ils hébergeaient des communautés intergénérationnelles qui étaient très unies du fait de leur éloignement et de leurs liens de longue date avec l'emploi dans les entreprises de plantation ; à présent, les

travailleurs des plantations représentent une minorité, et le reste est composé de familles et de descendants des anciens travailleurs, de retraités et de locataires privés.

Parmi les facteurs contextuels qui affectent les villageois figurent :

- les séquelles de l'apartheid et l'absence de réparation ;
- l'impact des stratégies unilatérales de restructuration, de privatisation et de retrait du secteur des plantations d'arbres sur les membres des communautés installées dans les zones de plantation ;
- la planification de l'utilisation des sols reste unilatérale et basée sur des critères de race et de classe. Le cadre de la planification manque souvent d'une participation et d'une consultation appropriées de la communauté, et il est marqué par la manière de percevoir et de traiter les pauvres ;
- le manque de volonté politique et l'impact des politiques partisanses ;
- l'information et la transparence concernant la restructuration et la privatisation du secteur des plantations d'arbres continuent d'être centralisées et difficiles à atteindre. Les communautés ont besoin de cette information pour comprendre la situation locale, c'est-à-dire les arrangements institutionnels, les responsabilités, les plans, etc. Cette information serait cruciale au cas où ils devraient prendre une initiative concernant leur propre développement. Les communautés continuent à se colleter avec toute une série de questions, car la restructuration les touche directement.

Problèmes manifestés par les résidents des villages

Les villageois des zones des plantations se heurtent à de nombreux problèmes et défis. Le manque de sécurité foncière en est un. Les habitants ne sont pas propriétaires de leur terre ou leur maison. Malgré les promesses que le gouvernement leur a faites au moment de construire les villages, il arrive que les résidents soient expulsés ou menacés. Comme ils n'ont pas d'autre terre, ils dépendent du soutien et de l'intervention du gouvernement. Les maisons en bois se détériorent vite quand elles ne sont pas entretenues ; dans certains cas, il devient dangereux d'y habiter. Les résidents sont disposés à s'occuper des maisons mal entretenues, à condition que la propriété leur soit transférée. D'autre part, les services sont mauvais, voire inexistantes. Les résidents sont renvoyés d'un organisme gouvernemental à l'autre. Certaines familles paient des factures d'électricité énormes. La hausse des prix du combustible et de la nourriture est un problème supplémentaire qui aggrave la pauvreté et la dégradation sociale. La qualité de l'eau est mauvaise et les résidents craignent une épidémie de maladies d'origine hydrique.

En outre, beaucoup d'emplois ont été supprimés en application du programme de restructuration du secteur des plantations d'arbres. Aujourd'hui, de nombreux travailleurs sont au chômage, bien qu'ils aient les compétences, les connaissances, l'expérience et la capacité physique nécessaires pour travailler. Une bonne partie du travail – dans les activités de plantation, de conservation et de prévention des incendies, etc. – est réalisée par le biais de contrats. En général, les communautés locales n'y ont pas accès parce qu'elles n'en sont pas informées ou ne disposent pas de moyens (économiques) pour faire le travail.

Les institutions gouvernementales locales n'intègrent pas les communautés de travailleurs des plantations à leurs cadres de planification, et les villages doivent s'adresser à d'autres services et agences du gouvernement. Cela continue de marginaliser et de discriminer ces communautés. Des programmes de développement économique comme le BBBEE (programme d'autonomisation économique des populations noires), qui inclut les plantations communautaires, la gestion participative des plantations et la gestion communautaire des ressources naturelles, ne sont pas en train d'avantager ces communautés. En dépit d'un vaste programme gouvernemental de sensibilisation et d'information, ces opportunités économiques continuent d'échapper aux communautés locales.

L'organisation et la mobilisation des communautés

Les habitants des villages de travailleurs forestier de la province du Cap occidental ont unis leurs forces et se sont mobilisés pour réclamer l'intervention et le soutien du gouvernement, face à la situation de vulnérabilité dans laquelle ils se trouvent en raison de la privatisation et de la stratégie de repli des entreprises de plantation d'arbres. Une liste d'inquiétudes et de réclamations a déjà été communiquée aux divers départements gouvernementaux au cours de manifestations et d'assemblées des parties prenantes. Parmi leurs réclamations figurent la participation à la prise de toutes les décisions qui les concernent ; la fin des expulsions ; l'information, la transparence et l'accès aux appels d'offres ; l'accès à la propriété de suffisamment de terre pour la production des aliments nécessaires à la famille ; des services de qualité et abordables, etc.

Chaque village est représenté par un leader ; la proportion des femmes qui jouent ce rôle est importante. Le Forum possède des statuts qui régissent les décisions et les opérations, et il dirige et coordonne ses propres initiatives et activités. De nombreux villages du Forum ont adhéré aussi à la Campagne sur le droit à la réforme agraire pour la souveraineté alimentaire, un mouvement social qui vise à mobiliser un nombre important de personnes et à pousser le gouvernement à introduire des réformes.

Le Forum propose que la question des villages des plantations d'arbres fasse l'objet d'une planification intégrée de toutes les agences concernées, l'une d'entre elles devant coordonner, mettre en œuvre et surveiller les activités. Le processus doit être dirigé par la communauté, celle-ci ayant une participation réelle à la prise de décisions ; l'approche doit être holistique pour prendre en compte les divers besoins des communautés locales en matière de sécurité foncière, logement, revenus, transport, éducation, compétences et connaissances, en fonction du contexte historique.

Forestry Community Forum

weskaapbosbouforum@live.co.za

La compensation de biodiversité à Sabah, en Malaisie

L'échange de crédits de biodiversité a été présenté comme une solution au problème de la diminution de la diversité biologique dans la province de Sabah (en particulier dans l'habitat des orangs-outangs). Or, cette théorie ne tient pas compte de la politique économique internationale de Malaisie, basée sur l'huile de palme et le bois, des problèmes associés à la monoculture à grande échelle axée sur l'exportation, qui est en

train de remplacer les forêts tropicales de Bornéo, de la convoitise des transnationales, de la forte corruption ni de l'exploitation forestière industrielle. Les peuples autochtones, dépeints comme des chasseurs et des braconniers, sont présentés comme le « véritable danger » qui menace la faune et la flore de Sabah. Par contre, grâce à la compensation de biodiversité, les grandes entreprises et les acteurs étatiques peuvent se positionner comme les « sauveurs de la nature ».

La théorie de la compensation de biodiversité est simple : la Nature n'ayant pas de prix, les êtres humains ne sont pas incités à la conserver. Tant que la dégradation de la biodiversité n'aura pas de valeur monétaire, la destruction de la nature sera gratuite et ses effets négatifs resteront absents des bilans comptables et des analyses coûts-bénéfices des entreprises. L'ironie de la chose est que la demande des écologistes d'intégrer la nature aux processus de décision concernant son « sauvetage » servit de justification à l'introduction d'analyses coûts-bénéfices dans le milieu écologiste des États-Unis dans les années 1980. Depuis, la compensation de biodiversité, et d'autres instruments de marché semblables, ont proliféré dans le monde entier. Ils sont présentés comme des solutions progressistes à la disparition d'espèces et d'habitats, aussi bien par les porte-parole des grandes entreprises en matière de responsabilité sociale que par les décideurs, certaines ONG écologistes et des économistes de l'environnement. Les instruments de marché, appliqués de façon obligatoire (par exemple, au moyen de lois qui exigent la compensation de biodiversité) ou de façon volontaire (par exemple, par l'achat de crédits de compensation) sont utilisés pour fixer un prix à la nature de manière à pouvoir « comptabiliser » les effets des opérations commerciales qui, auparavant, n'étaient pas pris en compte.

Or, les études montrent que, la plupart du temps, les instruments qui permettent de compenser la destruction de la nature à un endroit par la restauration ou la conservation de la nature à un autre endroit ne réussissent pas vraiment à annuler la « perte nette de biodiversité ». Ceux qui croient à la réhabilitation de la nature dégradée (souvent utilisée pour compenser la destruction d'habitats intacts situés ailleurs) sont trop optimistes. Et ceux qui défendent avec insistance la marchandisation de la nature ignorent en général que la biodiversité est unique et interconnectée, qu'elle n'est ni fongible ni échangeable, qu'elle fait partie d'un écosystème complexe, qu'elle est insérée dans un contexte écologique mais aussi dans un contexte social, et qu'elle n'a aucune valeur monétaire pour les communautés locales que les politiques de compensation ont tendance à ne pas prendre en considération.

La BioBank de Malua – forêts, huile de palme, politique et orangs-outangs

La BioBank de Malua, à Sabah, Malaisie, est un exemple de plan de compensation volontaire de biodiversité et la première banque de conservation des forêts tropicales, créée en 2008. En achetant des certificats de conservation de biodiversité qui représentent 100 mètres carrés d'habitats d'orangs-outangs, réhabilités et protégés dans la réserve forestière de Malua, de grandes entreprises et des particuliers peuvent compenser leur destruction de la biodiversité (causée, par exemple, par l'exploitation forestière ou la culture du palmier à huile). (1)

La Malaisie est un des principaux exportateurs mondiaux d'huile de palme, et elle a perdu une bonne partie de ses forêts primaires à cause du déboisement et de la réaffectation des sols forestiers. La BioBank fut créée par le département forestier de

Sabah, en coopération avec un gestionnaire d'investissements australien (New Forests Pty Ltd, qui gère des investissements sur les marchés environnementaux et, avec la société états-unienne Equator LLC, un fonds d'investissement de 100 millions USD, l'Eco Products Fund), et avec une ONG malaise-américaine, pour protéger l'habitat des derniers orangs-outangs de Bornéo. Les certificats de conservation de la biodiversité sont enregistrés chez TZ1 Limited (à présent Markit), un fournisseur d'infrastructure pour les marchés de produits environnementaux. Le gouvernement étatique est connu pour ses « approches innovantes de la conservation », mais il est critiqué en même temps pour l'extraction (illégal) de bois, la ré-exploitation forestière prématurée et la transformation des forêts pour l'obtention de revenus du bois et de l'huile de palme ; il a même reclassé des 'zones protégées' en 'forêts de production' afin de pouvoir les exploiter également, et sacrifié l'habitat des orangs-outangs à la plantation de palmiers à huile pour l'exportation. En plus, l'État est souvent considéré comme trop laxiste au moment de faire respecter les réglementations sur la pollution de l'air et de l'eau par les entreprises, quand ces dernières violent les droits des peuples autochtones ou lorsqu'elles maltraitent et exploitent les travailleurs (étrangers).

La BioBank de Malua avait été envisagée comme un système axé sur le profit, destiné à « faire de la conservation des forêts un produit commercialisable, afin que la conservation de la biodiversité puisse rivaliser avec d'autres affectations des sols, par la vente de Certificats de conservation de la biodiversité ». Les investissements dans la nature étaient censés rapporter aux investisseurs « des bénéfices compétitifs ». Or, plutôt que de « venir à bout » des nombreux effets environnementaux négatifs des industries du bois et de l'huile de palme – ou même de s'attaquer au problème systémique de la surconsommation – le projet ressemblait davantage à une occasion d'améliorer ou de repeindre en vert l'image des sociétés qui achetaient les Certificats de conservation de la biodiversité. Ces crédits sont commercialisés au plan international ; au départ, l'un des plus grands investisseurs intéressés à les acheter était Shell International (qui s'en désista pendant la crise financière de 2008).

Pourquoi et comment a été créée la BioBank de Malua

Le gouvernement de l'État de Sabah dépend de la culture du palmier à huile ; sa taxe de vente, qui est de 7,5 %, représente presque la moitié de son PIB, et l'huile de palme est devenue un capital transnational, avec l'aide d'organismes internationaux tels que la Banque mondiale et la FAO. Depuis l'époque coloniale, l'industrie du bois a toujours maintenu des rapports étroits avec le gouvernement, grâce à des réseaux de politiciens qui accordent des concessions d'exploitation forestière à certaines personnes, en échange de soutien politique. Des scandales impliquant des millions de dollars autour des concessions forestières illégales, souvent aux dépens de la population locale, et dans lesquels sont impliqués des fonctionnaires haut placés, ont été dénoncés. Cependant, le commerce du bois commence à périlcliter, du fait que de nombreuses forêts naturelles ont été transformées en plantations de palmiers à huile, et le département forestier est en train de perdre une source importante de revenus. Ainsi, ce département, autrefois riche et puissant, a dû chercher de nouvelles sources de financement, de légitimité (internationale) et de pouvoir, tout en subissant des pressions internationales pour conserver l'habitat des orangs-outangs. Il est politiquement difficile d'augmenter les taxes, de réglementer ou même de faire respecter la législation existante pour empêcher l'expansion des plantations de palmiers à huile. Ces circonstances historiques et ces dépendances structurelles, jointes aux rapports de certains membres du département

forestier avec l'ONG malaise-américaine qui proposa la création de la BioBank, et avec les personnes associées au département forestier qui s'intéressaient à la conservation pour des raisons financières et d'image, rendirent très attrayant le projet de la BioBank. Néanmoins, les entreprises forestières ne trouvaient pas cette idée convaincante, et le directeur forestier dut leur téléphoner lui-même pour leur demander d'acheter des certificats de conservation, prétendument en échange d'un traitement plus laxiste des normes environnementales et d'une poignée de main lors de la fête de lancement de la BioBank.

Mais comment la BioBank a-t-elle fini par être considérée comme une solution du problème de la perte de biodiversité (et en particulier de l'habitat des orangs-outangs) de Sabah ? Cela a demandé de recadrer le problème lui-même. Pour positionner la BioBank comme solution il a fallu, au lieu de reconnaître le rôle de l'économie basée sur l'huile de palme, les problèmes associés aux plantations à grande échelle et axées sur l'exportation qui sont en train de remplacer les forêts de Bornéo, la surconsommation et la convoitise des transnationales, la corruption généralisée et l'extraction industrielle de bois, on a dépeint la population locale (indigène) comme des chasseurs et des braconniers, et donc comme la « véritable menace » pour la faune et la flore de Sabah. Cela va dans le sens du discours sur la modernisation en général, pour lequel les peuples indigènes sont « rétrogrades » et « opposés au développement ». À leur tour, les grandes entreprises et les agents de l'État peuvent se présenter comme des « sauveurs de la nature ». Ainsi, ces entreprises de plantation de palmiers à huile qui ignorent la législation environnementale, qui enfreignent les droits des peuples autochtones et qui acceptent (ou même soutiennent) l'exploitation de leurs travailleurs, finissent par être les « bons », tout comme la société d'investissement australienne.

Quels en sont les résultats ?

Il est vrai que la BioBank de Malua protège une partie de l'habitat des orangs-outangs qui avait été préservée auparavant, mais elle est menacée par le manque de fonds en provenance du département forestier. Néanmoins, la possibilité des compensations risque de légitimer la poursuite des activités destructrices des entreprises forestières et planteuses de palmiers, entre autres. Donc, elle ne s'attaque pas aux raisons profondes de la perte de biodiversité à Sabah. D'ailleurs, elle ne contribue pas non plus à atténuer la pauvreté, un objectif souvent envisagé par les architectes de la gestion néolibérale de l'environnement. La population locale n'a plus accès à la petite rivière où elle pêchait (et des gardes armés patrouillent maintenant les frontières de la BioBank), tandis que le gouvernement voit renforcée, dans le pays et à l'étranger, son image progressiste, favorable au développement et pourtant écologiste.

Pour en savoir davantage : <http://www.e-ir.info/2015/07/23/biodiversity-banking-from-theory-to-practice-in-sabah-malaysia/>.

[Andrea Brock, A.Brock@sussex.ac.uk](mailto:A.Brock@sussex.ac.uk)

Doctorante à l'Université de Sussex, Royaume-Uni

(1) Il est important de signaler que, quand ils achètent des Certificats de conservation de la biodiversité, les acheteurs acceptent que ceux-ci « ne représentent pas une compensation du défrichement ou de la dégradation d'autres forêts (additionnelles) ». Néanmoins, les interviews ont montré que ces certificats sont en fait considérés comme

une compensation des dégâts préalables, et que l'intérêt des entreprises est de bénéficier d'une application bienveillante des réglementations et de bons rapports avec le gouvernement, afin d'obtenir davantage de concessions (forestières) à l'avenir. Rien ne permet de supposer que les entreprises ne continueront pas à fonctionner comme à l'heure actuelle.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

Laisser les combustibles fossiles sous terre : une déclaration pour la santé de la Terre Mère

Une déclaration qui sera publiée à l'occasion des négociations de l'ONU sur le climat a pour but d'attirer l'attention sur le besoin de laisser les combustibles fossiles sous terre, sans les brûler, tout en convenant d'une transition juste vers un avenir à l'énergie propre. La déclaration affirme que « l'extraction, le transport et la consommation de combustibles fossiles ont causé des dommages graves à la terre, à l'air, à l'eau, à l'atmosphère et à toutes les formes de vie, et qu'ils sont la cause principale du changement climatique et de l'extinction massive. Ces dommages sont supportés, de façon disproportionnée, par des personnes qui ne tirent aucun bénéfice des systèmes économiques et politiques qui les ont causés ; des gens qui ne sont pas responsables de la crise et qui manquent des ressources nécessaires pour s'adapter à un climat changeant ».

Pour lire la déclaration (en espagnol) et la signer, veuillez visiter :

<http://www.oilwatchesudamerica.org/documentos/3-documentos/5035-2015-11-05-17-28-10.html>.

Brésil : un désastre écologique et social provoqué par l'industrie minière.

Un des plus grands désastres environnementaux de l'histoire du Brésil s'est produit le 5 novembre dernier. À Minas Gerais, la rupture de deux digues de l'entreprise minière Samarco a déversé une coulée de boue contenant des déchets miniers toxiques sur un district habité par des centaines de familles. Le déversement a détruit des maisons et tué des dizaines de personnes ; en plus, il a anéanti un des principaux fleuves du Brésil, le Rio Doce, ce qui a porté atteinte à l'approvisionnement en eau de centaines de milliers de personnes, à l'agriculture et aux moyens d'existence de milliers d'agriculteurs et de pêcheurs, aux mangroves et au tourisme dans la région. Les communautés touchées, accompagnées par des mouvements sociaux, écologistes, d'étudiants et autres se sont mobilisées ces dernières semaines pour réclamer justice, en exigeant, par exemple, que les propriétaires de l'entreprise en question – filiale de Vale et BHP Billiton – soient déclarés responsables des dégâts occasionnés. Ce désastre rend obligatoire que le Brésil et le monde réfléchissent en profondeur au besoin urgent d'arrêter les politiques néolibérales d'ajustement de l'État, un processus imposé par des organismes multilatéraux et par les pays d'origine des principales transnationales, y compris les entreprises minières. Les politiques favorables au libre-échange et aux intérêts des entreprises ont assoupli la législation sur l'environnement et les mines, afin de faciliter

l'extraction. Le manque de sérieux de l'État en matière de permis et de contrôles, aggravé par la participation des sociétés minières au financement des campagnes électorales, a abouti à soumettre le pays à la volonté des grandes entreprises dont le discours sur les « bonnes pratiques » est à l'opposé d'une réalité qui mène à des tragédies comme celle-ci.

La lettre de l'organisation internationale des victimes de Vale (en espagnol et en anglais) est disponible sur : <https://atingidospelavale.wordpress.com/>.

Des témoignages (en portugais) sur les effets déjà ressentis par les femmes, publiés par le Mouvement des victimes des barrages, sont disponibles sur :

<http://www.mabnacional.org.br/noticia/lama-da-samarco-valebhp-atinge-vida-das-mulheres>.

Philippines : la résistance à l'appropriation foncière et aux plantations industrielles de palmiers à huile

Début novembre, un groupe d'agriculteurs et d'autochtones de Mindanao, Bohol et Palawan a dénoncé le plan du gouvernement d'affecter huit millions d'hectares au palmier à huile d'ici à 2023. Les plantations de palmiers à huile couvrent presque 55 000 hectares aux Philippines. La feuille de route 2014 – 2023 de la Philippine Coconut Authority (PCA) a identifié près d'un million d'hectares susceptibles de devenir des plantations de palmiers. Un participant à la réunion, qui a dressé une tente improvisée en face du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, a critiqué le ministère pour avoir « déguisé en processus de reboisement l'affectation de terres agricoles et ancestrales à des plantations de palmiers à huile et à des usines ».

Vous pourrez lire l'article (en anglais) sur :

<http://bulatlat.com/main/2015/11/05/farmers-indigenous-peoples-thumb-down-expansion-of-oil-palm-plantations/>.

Couloirs de résistance contre les oléoducs et les gazoducs

Le campement des Unist'ot'en, dans le nord-est de la Colombie britannique, au Canada, maintient depuis 2011 un check-point pour contrôler l'accès à leur territoire, afin d'empêcher la mise en œuvre des plans du gouvernement et de l'industrie d'y construire plusieurs gazoducs et oléoducs. Ces installations font partie d'un couloir énergétique qui permettra de débloquent les vastes réserves de sables bitumineux et de transporter le gaz de schiste, avec des implications désastreuses pour les communautés, l'habitat local et le climat. Le campement a été installé pour résister à ces projets, pour défendre les sources sacrées et les saumons qui s'y reproduisent, et pour maintenir l'autonomie de la population. Une vidéo du réseau EJOLT (un projet de recherche de la société civile et d'organisations universitaires pour la justice écologique) révèle que le campement des Unist'ot'en est en train de réussir à maintenir sous terre des millions de barils de combustibles fossiles. Le campement est toujours en état d'alerte, du fait des nombreuses incursions des entreprises qui essaient de construire les pipelines. Comme on voit sur la vidéo, les Unist'ot'en font partie d'un « couloir de résistance » constitué par de nombreux mouvements pour la justice, de plus en plus décidés à prendre les mesures nécessaires pour éviter les projets énergétiques extrêmes, et qui sont en train de construire la souveraineté énergétique.

La vidéo (en anglais) est disponible sur :

https://www.youtube.com/watch?v=ZDR11_Xw7ts&feature=youtu.be.

Cette vidéo accompagne le rapport d'EJOLT, "*Climate Justice: Refocusing resistance for climate justice. COPing in, COPing out and beyond Paris*", que vous trouverez à l'adresse: <http://www.ejolt.org/2015/09/refocusing-resistance-climate-justice-coping-coping-beyond-paris/>.

Inde: un appel au gouvernement et à l'ONU concernant les droits des communautés forestières indigènes

Le gouvernement indien est en train de lancer de nombreux projets pour tirer davantage de bénéfices des forêts du pays. Parmi ces projets figurent l'énorme Fonds de boisement compensatoire et des plans de location pour le secteur privé. L'état d'Orissa essaie, une fois de plus, de commencer à extraire de la bauxite pour la fonderie d'aluminium de Vedanta Ltd, malgré les protestations et l'opposition de longue date. Tous ces plans provoqueraient des expulsions et d'autres violations des droits des communautés forestières, ainsi que la dégradation de la biodiversité, puisque celle-ci serait remplacée par des plantations industrielles, des mines, etc. Plus de quinze organisations internationales appellent le gouvernement de l'Inde, les organes de l'ONU pour les droits de l'homme et d'autres encore, à mettre fin à ces projets dangereux.

Pour lire l'appel (en anglais) veuillez visiter : [\(see dropbox: PeA_Appeal India\)](#).

RECOMMENDATIONS

Incendies de forêt en Indonésie : pourquoi les médias ferment-ils les yeux ?

Un article de The Guardian signale que, bien que de violents incendies fassent rage sur plus de 5 000 kilomètres en Indonésie, les médias « où dominant les communiqués de presse des entreprises, les 'photos opportunes' et la mode » n'y font pas attention. Cette catastrophe est en train d'avoir de graves répercussions à plusieurs niveaux. On s'apprête à évacuer les enfants dans des bateaux de guerre. Des espèces partent en fumée à une vitesse indescriptible. Une bonne partie de la forêt se trouve sur de grands dômes de tourbe, et libère des nuages de méthane, de monoxyde de carbone, d'ozone et d'autres gaz. Les panaches de fumée s'étendent sur des centaines de miles et ont des effets nuisibles, même sur les pays voisins. Quelle est la cause de tout cela ? Les forêts d'Indonésie ont été fragmentées pendant des décennies par les entreprises forestières et agricoles. Des canaux ont été creusés à travers les tourbières pour les drainer et les assécher. Les entreprises de plantation viennent s'y installer et détruisent ce qui reste de la forêt, afin de créer des plantations industrielles d'arbres pour la production de pâte à papier, de bois et d'huile de palme. Et la manière la plus simple de défricher ces terres, c'est d'y mettre le feu.

Lire l'article (en anglais) sur :

http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/oct/30/indonesia-fires-disaster-21st-century-world-media?CMP=Share_AndroidApp_Facebook?CMP=Share_AndroidApp_Facebook.

Le livre de cuisine des transnationales : comment les criminels du climat se sont emparés des pourparlers de l'ONU

Les solutions fondées sur le marché et les combines technologiques qui sont sur la table pour les négociations de l'ONU sur le climat en 2015 sont en train de détourner l'attention des vrais coupables et de différer toute action réelle. La plupart des leaders politiques n'ont eu aucun problème à choisir des mesures qui conviennent au mode de fonctionnement des transnationales et qui leur permettent de continuer à faire des bénéfices. L'accord que l'on fabrique à Paris risque fort de ne rien faire pour le climat. Mais il pourrait marquer un tournant important en contribuant à délégitimer le rôle dangereux et destructeur que des entreprises criminelles jouent en ce moment dans l'adoption de politiques sur le climat. Un document d'information récemment publié par l'Observatoire de l'Europe industrielle (CEO) montre quand, où et comment les transnationales essaient de s'emparer des pourparlers de l'ONU sur le climat.

Le document (en anglais) est disponible sur :

http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/the_corporate_cookbook.pdf

Le magazine indien Mausam pour la justice climatique

Le Collectif pour la justice climatique de l'Inde a publié le cinquième numéro du magazine Mausam. Ce numéro porte sur la Contribution prévue déterminée au niveau national que le pays a présentée en octobre à la Convention de l'ONU sur le climat. À ce sujet, le magazine dit : « Nous pensons qu'elle n'a pas été déterminée au niveau national... En outre, elle ne contribue pas du tout à résoudre la crise climatique : elle contribuerait plutôt à l'aggraver ». Huit articles et l'éditorial analysent l'industrie charbonnière, l'énergie nucléaire, le secteur de l'eau, l'énergie renouvelable, les projets de compensation de carbone et la finance du climat, par rapport à la contribution déclarée du pays pour combattre le changement climatique. Le numéro contient aussi une sélection de textes officiels et un poème final qui expose les contradictions.

Vous trouverez le magazine (en anglais) sur : [\(see link in dropbox Rec_Mausam\)](#).

L'agro-écologie paysanne pour la souveraineté alimentaire et la Terre Mère. Expériences de La Vía Campesina.

La brochure « L'agro-écologie paysanne pour la Terre et la souveraineté alimentaire. Expériences de La Vía Campesina » est le résultat d'un travail collectif de plusieurs organisations d'Afrique, d'Amérique, d'Europe et d'Asie. Depuis leurs territoires, elles ont fait part, dans une dizaine d'articles, de leurs expériences concernant la formation en agro-écologie, l'organisation, la production et la commercialisation d'aliments sains. Cet ensemble d'expériences représente un processus dynamique de pratiques et de création de connaissances, tant pour la formation au sein du mouvement que pour les échanges de savoirs et le dialogue entre les milieux rural et urbain. La Vía Campesina propose l'agro-écologie paysanne comme mode de production pour les communautés rurales, où la souveraineté alimentaire est un principe de vie.

Vous trouverez la brochure en français sur :

<http://viacampesina.org/fr/index.php/publications-mainmenu-30/1168-l-agroecologie->

[paysanne-pour-la-souverainete-alimentaire-et-la-terre-mere-experiences-de-la-via-campesina-est-maintenant-en-ligne.](#)

Plus malin que la nature ? La biologie synthétique et l'agriculture intelligente face au climat

De nombreuses sociétés agro-industrielles, parmi les plus grandes du monde, font partie de l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat. Les défenseurs de l'agriculture intelligente face au climat des secteurs public et privé sont en train d'adopter les outils de la biologie synthétique (« SynBio »), qu'ils considèrent comme la technologie révolutionnaire la plus récente, idéale pour combattre le changement climatique. Un rapport du groupe ETC et de la Fondation Heinrich Böll examine brièvement les recherches associées à l'agriculture qui impliquent le développement bio-synthétique de microorganismes et de produits agricoles au nom de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets. Cela comprend des techniques de pointe pour améliorer la photosynthèse, pour réguler la fixation de l'azote et pour accroître la résistance au stress environnemental.

Le rapport (en anglais) est disponible sur :
<http://www.etcgroup.org/content/outsmarting-nature> .

Inscrivez-vous au Bulletin mensuel du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editor en jefe: Winfridus Overbeek

Redactora responsable: Joanna Cabello

Apoyo editorial: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Avenida General María Paz 1615 oficina 3. CP 11400

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy>